



Bringing Organisations & Network Development  
to higher levels in the Farming sector in Europe

# Repenser les politiques de l'agriculture familiale Le cas du Portugal et de l'Espagne

## Table des matières

Rapport de Synthèse.....	2
Introduction .....	3
1. Projet BOND.....	5
2. Action collective et agriculture familiale au Portugal et en Espagne.....	7
2.1. L'agriculture familiale .....	11
2.2. L'agriculture familiale au Portugal et en Espagne.....	12
3. Politiques agricoles et alimentaires en Europe .....	14
3.1. La PAC au Portugal et en Espagne : Impact sur l'agriculture familiale .....	15
4. Flux régional des activités BOND .....	19
4.1. VOIR – Apprendre du Succès.....	19
4.2. APPRENDRE – Comprendre les attitudes - Surmonter les faiblesses et les contraintes.....	24
4.3. DIRE – Affirmer une position dans le paysage politique .....	27
Conclusions.....	29



THIS PROJECT HAS RECEIVED FUNDING FROM THE EUROPEAN UNION'S HORIZON 2020 RESEARCH AND INNOVATION PROGRAMME UNDER GRANT AGREEMENT N° 774208

## Rapport de Synthèse

Ce rapport présente les activités du projet BOND au Portugal et en Espagne et démontre comment ces activités ont aidé les participants à développer de nouvelles solutions aux défis d'une action collective efficace dans l'agriculture familiale dans ces régions.

Le rôle de l'agriculture familiale est reconnu comme un facteur déterminant pour assurer la sécurité et la souveraineté alimentaires des populations, et comme un modèle capable de répondre aux différentes crises auxquelles la société est confrontée : financière, climatique, énergétique, alimentaire, migratoire et de privation de droits. Plus récemment, la pandémie mondiale COVID-19 a mis en évidence la fragilité de nos systèmes alimentaires.

BOND a soutenu l'agriculture familiale en renforçant les liens entre les agriculteurs et les organisations, en consolidant les alliances et en établissant des liens à différents niveaux du secteur agricole. Nous avons appris de nos expériences, de nos connaissances et de nos aspirations mutuelles.

Le projet a été fructueux en créant des initiatives intéressantes, à partir desquelles ont émergé des recommandations politiques allant des contextes mondiaux ou locaux aux discussions sur la manière de réformer la politique agricole commune et les politiques similaires qui ont un impact sur l'agriculture, l'alimentation et la vie des citoyens.

Parmi les nombreuses recommandations reflétées dans cette publication, quatre questions clés ont émergé :

- Les engagements des États en faveur d'instruments reconnaissant et valorisant l'agriculture familiale ;
- L'introduction de politiques agricoles et alimentaires qui soutiennent la souveraineté alimentaire en protégeant et en promouvant des modèles agroalimentaires sains, durables et démocratiques, ainsi qu'un revenu équitable et une vie décente pour les agriculteurs et leurs familles ;
- Des politiques visant à encourager les jeunes et les nouveaux agriculteurs et à inverser le processus d'exode rural ;
- Une valorisation du rôle des agriculteurs et des agricultrices.

Grâce au projet BOND, nos participants et nos réseaux ont renforcé notre capacité à affirmer une position dans le paysage politique. Dans la région, le Portugal et l'Espagne ont réussi à capitaliser l'expérience de nos organisations d'agriculteurs, à faire converger leurs convictions, leurs efforts, leurs capacités et leurs propositions pour soutenir un meilleur avenir agricole. Grâce aux outils fournis par BOND, nous avons fait entendre la voix des agriculteurs familiaux auprès des décideurs politiques, tant au niveau national que dans le contexte de l'Union Européenne. Oui, nous croyons qu'il est possible d'influencer et de changer les politiques !

## Introduction

Les agriculteurs, comme de nombreuses personnes vivant en milieu rural, travaillent depuis longtemps en étroite collaboration avec leur environnement, combinant le travail individuel avec une dimension collective.

Les communautés rurales ont toujours su partager et préserver la culture et les connaissances, en travaillant avec leur cercle familial et l'aide de leur communauté, en harmonie avec leur territoire et dans le respect de la nature, dans le but commun de produire de la nourriture pour tous.

La production alimentaire est, bien entendu, une activité vitale pour la société et les agriculteurs jouent un rôle essentiel dans l'économie et la protection de l'environnement.

Mais comme nous le dit le poète portugais Luís de Camões, "le monde est fait de changements, il acquiert toujours de nouvelles qualités". Les transformations qui se produisent dans le monde posent de nouveaux défis à notre société, et l'agriculture n'y fait pas exception.

En raison de leur relation étroite et importante avec la terre et le territoire, l'agriculture et les agriculteurs sont fortement influencés par les changements environnementaux, sociaux, technologiques, économiques et politiques.

Dans le marché unique de l'Union européenne (UE), et dans notre monde globalisé où les échanges se font à une échelle supranationale, l'impact de ces changements sur les petits et moyens agriculteurs et l'agriculture familiale - qui garantissent une part importante de l'alimentation de la population européenne - a été négatif et très dommageable.

L'unité et l'action collective, menées par les mouvements paysans, sont essentielles pour nous aider à faire face à ces problèmes et défis communs, et aussi pour soutenir les aspirations des agriculteurs. C'est l'un des objectifs du projet BOND. Impliquant 17 partenaires de 12 pays européens, BOND a articulé au cours des trois dernières années un ensemble d'activités et d'outils pour atteindre ces objectifs.

La Confederação Nacional da Agricultura (CNA) est une organisation portugaise partenaire du projet BOND, qui se définit comme "l'expression organisée, à prédominance familiale, des agriculteurs". La CNA a participé et accueilli diverses actions BOND, et a pris la responsabilité de développer cette publication en collaboration avec les partenaires espagnols Coordinadora Campesina del País Valenciano (CCPV-COAG), Sindicato Labrego Galego (SLG) et l'Université de Cordoue (UoC).

Au-delà des circonstances géographiques qui rassemblent ces pays (pays frontaliers qui composent la péninsule ibérique), nous trouvons au Portugal et en Espagne des caractéristiques culturelles communes et distinctes, ainsi qu'un contexte historique, politique et social, qui définissent leurs conditions agricoles.

Ce rapport vise à montrer comment le projet BOND a contribué à l'élaboration de nouvelles solutions pour une action collective plus efficace dans l'agriculture familiale de ces deux pays européens : le Portugal et l'Espagne.

Le rapport explique comment les agriculteurs s'organisent, contribuent et s'adaptent à ces changements de manière positive, et partagent leurs réussites avec les autres en Europe et dans le monde. Nous voulons également partager la manière dont, par l'action collective, des réseaux de résilience peuvent être construits pour résister aux changements négatifs qui pénalisent largement l'équilibre entre la production, la consommation et la durabilité agricoles.

Le chapitre suivant de cette publication décrit l'architecture et les objectifs du projet BOND et enchaîne avec un accent contextuel sur le Portugal et l'Espagne.

Dans le chapitre 4, nous présentons une approche des politiques agricoles, commerciales et alimentaires en Europe - à savoir la politique agricole commune (PAC) - afin de mieux comprendre son impact sur la vie quotidienne des agriculteurs et des communautés rurales. Puis, dans le chapitre 5, nous présentons le flux d'activités que le projet BOND a développé au Portugal et en Espagne.

En accompagnant ce voyage à travers les différentes activités qui se sont déroulées dans les deux pays, nous présentons les besoins et les problèmes qui ont été à la base de chaque activité ainsi que les résultats qui en sont ressortis.

Parmi les résultats, on peut citer la formulation de propositions politiques en écho à la voix des agriculteurs et de leurs alliés, et le renforcement de l'action collective comme moyen de consolider les organisations paysannes et les liens entre les agriculteurs, les organisations et les décideurs politiques.

La fertilisation croisée des aspirations, des actions et des propositions en faveur de l'agriculture familiale a certainement renforcé la capacité d'action collective des organisations impliquées dans BOND. Cela aura un impact positif sur la vie des agriculteurs, mais aussi sur la vie des citoyens en général, garantissant que les activités agricoles auront également une plus grande capacité organisationnelle pour continuer à produire des aliments de qualité et locaux, dans le respect de la nature et des êtres humains.

Au cours de l'élaboration de cette publication, nous constatons que nos communautés en Europe et dans le monde entier sont surprises par une crise à l'échelle mondiale, à laquelle nous apprenons encore à faire face. Ce choc a mis en évidence la fragilité de nos systèmes alimentaires, mais il souligne également l'importance d'organiser les petits et moyens exploitants agricoles - les agriculteurs familiaux - afin qu'ils puissent relever collectivement le défi de nourrir le monde.

## 1. Projet BOND

Les agriculteurs et les communautés rurales jouent un rôle clé dans la durabilité environnementale et économique du secteur agricole en Europe et, sans aucun doute, dans l'alimentation de la population. Ils sont les gardiens de la sécurité alimentaire, des ressources naturelles et d'un changement social durable. Ils diffusent un savoir-faire ancestral en faisant de leurs exploitations et de leurs organisations des alternatives résistantes et efficaces à l'économie européenne fondée sur les énergies fossiles.

Dans cette optique et reconnaissant que les agriculteurs individuels et isolés ne peuvent atteindre seuls ces nobles objectifs, le projet EU BOND a débuté en 2018 dans le but de créer des niveaux plus élevés d'organisation et de mise en réseau, et de développer un secteur agricole plus sain et plus harmonieux en Europe sur le long terme. Pour ce faire, BOND a réuni 17 partenaires de 12 pays européens et a reçu des fonds du programme de recherche et d'innovation Horizon 2020 de l'UE.

Dans cette perspective, l'objectif général de BOND est de contribuer directement à libérer le potentiel, tout en renforçant et en développant l'action collective et la mise en réseau d'individus, de groupes et d'entités d'agriculteurs et de gestionnaires de terres dans des pays sélectionnés à travers l'Europe, en vue de créer des organisations dynamiques et efficaces qui ont une voix et une place dans la conception des politiques.

BOND a soutenu le développement des compétences dans les communautés rurales, en encourageant notamment le débat et le partage d'expériences sur l'action collective dans les secteurs de l'agriculture durable, de l'accès au marché et de la durabilité environnementale. Grâce aux avantages du travail avec les autres, à l'extension des interactions avec de multiples acteurs, le projet a contribué à favoriser le bien-être humain, la gestion des paysages, la célébration de l'agriculture et à stimuler une réflexion vigoureuse sur l'importance du capital social dans toute l'Europe.

### **Théorie conceptuelle BOND**

Pendant la durée du projet, et grâce à une série d'activités et d'interactions progressives et complémentaires, BOND a fourni aux agriculteurs et aux organisations et mouvements représentatifs un ensemble de processus, de méthodes et d'outils pratiques et facilement accessibles pour renforcer les capacités à créer des liens (à l'intérieur), à jeter des ponts (entre) et à relier (au-delà) le capital social pour la création d'organisations dynamiques, fortes et collectives.

**Les relations d'attachement sont des relations intragroupe entre agriculteurs au sein d'organisations ou de groupes.** Ces relations sont basées sur la confiance. Des groupes forts peuvent aider les agriculteurs à acquérir la confiance en soi et les connaissances nécessaires pour analyser leurs propres problèmes, prendre des décisions éclairées, identifier des solutions et agir collectivement.

**Les relations de rapprochement sont des relations intergroupes entre les organisations d'agriculteurs et les groupes étroitement liés.** Elles permettent à des groupes d'agriculteurs et de gestionnaires fonciers similaires de se mettre en relation avec des organisations et des réseaux plus importants, ce qui accroît leur capacité à surmonter les obstacles du marché, à

accéder à de meilleures informations, à acquérir un pouvoir de négociation et à exercer une plus grande influence.

**Les relations de liaison sont des relations extra-groupes entre des organisations et d'autres acteurs tels que les décideurs politiques.** L'établissement de liens avec des acteurs économiques et politiques externes aide les agriculteurs à améliorer les conditions dans lesquelles leurs organisations peuvent prospérer, développer la durabilité et progresser avec des intérêts communs.

Les activités de BOND sont basées sur l'articulation de ces relations, qui ont été déclenchées par ses principaux piliers de mise en œuvre.

### ***Stratégie d'implémentation BOND***

L'approche de mise en œuvre de BOND reposait sur trois piliers qui se renforcent mutuellement : VOIR, APPRENDRE et DIRE.

**VOIR**, qui vise à "tirer les leçons des succès", a débuté par une large mobilisation de 60 représentants de toute l'Europe, principalement des agriculteurs et des personnes travaillant dans des organisations d'agriculteurs ou en relation avec les zones rurales. Ces représentants de 34 nationalités différentes se sont rendus dans six pays (Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Espagne, Italie et France) afin d'expérimenter des études de cas réussies et d'apprendre de différents collectifs et actions agricoles, et d'échanger des connaissances.

Après ces voyages d'étude, les participants se sont réunis pour partager leurs expériences rassemblées lors du Forum interrégional, à Cordoue (Espagne), en septembre 2018, et préparer le terrain pour les prochaines phases du projet. Cordoue a également offert la possibilité d'organiser une première formation de formateurs, dirigée par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), où 20 représentants d'agriculteurs de différents pays européens se sont réunis pour entamer ensemble un voyage d'étude sur l'importance de l'intelligence émotionnelle, du développement du leadership, de l'analyse organisationnelle et du dialogue.

Passant au deuxième pilier, **APPRENDRE**, la stratégie visait à "comprendre les attitudes - surmonter les faiblesses et les contraintes". À cette fin, l'Université de Cordoue a élaboré et testé dans plusieurs pays partenaires une méthodologie pour analyser les problèmes et les besoins, ainsi que pour concevoir de manière participative des plans d'action collectifs susceptibles de renforcer les stratégies de rapprochement, de rapprochement et de liaison des organisations. Les résultats obtenus ont révélé des thèmes de discussion pertinents pour les ateliers nationaux organisés par le projet dans 10 pays.

Le troisième pilier, **DIRE**, a impliqué de nouvelles formes d'interaction entre les agriculteurs et d'autres acteurs, tels que les décideurs politiques, comme les techniques de jeu. L'objectif de ce pilier était d'"affirmer une position dans le paysage politique", et a impliqué l'analyse des bonnes pratiques dans les cadres réglementaires de plusieurs pays européens, un événement du Laboratoire expérimental en Moldavie et quatre tables rondes régionales sur les politiques (dont une organisée au Portugal), qui ont débattu de sujets pertinents pour les agriculteurs et ont élaboré un ensemble de recommandations pour l'amélioration des politiques publiques pour le secteur.

Parallèlement à chacun de ces piliers, un portefeuille de matériel de formation a été élaboré et diverses sessions de formation des formateurs ont eu lieu dans différents endroits pour

former les dirigeants agricoles, améliorer la performance de leurs organisations et renforcer leur capacité de négociation, c'est-à-dire pour soutenir le développement et le renforcement des organisations agricoles.

Plus loin dans le chapitre 5, nous examinons en détail les initiatives développées au Portugal et en Espagne dans le cadre de ces trois piliers. Tout d'abord, nous mettons en contexte les mouvements collectifs dans les deux pays, et caractérisons leurs secteurs agricoles - plus spécifiquement l'agriculture familiale et l'agriculture paysanne - ainsi que les réalités politiques et socio-économiques des régions nécessaires pour comprendre le flux des activités de BOND, ses objectifs, et les résultats obtenus et recommandés pour le développement futur.

## 2. Action collective et agriculture familiale au Portugal et en Espagne

### PORTUGAL

Au cours des 50 dernières années, deux processus décisifs ont influencé l'évolution économique et politique du Portugal : la révolution du 25 avril 1974, qui met fin à une période de 48 ans de dictature, et l'entrée du Portugal dans la Communauté économique européenne (CEE) en 1986. Ces événements ont eu un impact majeur sur le secteur agricole et sur l'action collective. Il faut remonter aux années 1950 pour mieux comprendre ces transformations.

À l'époque, le régime foncier était un facteur majeur dans la détermination des rapports de force dans le secteur agricole et dans le monde rural. Il y avait deux grands types d'agriculture: les grandes propriétés des "champs du sud" (Ribatejo, Alentejo et Ouest) et les petites propriétés d'agriculture familiale, qui se trouvaient principalement au nord et au centre, bien qu'elles soient réparties dans tout le pays<sup>1</sup>.

Les terres des "champs du sud" étaient divisées en grandes propriétés et constituaient l'élément central de l'organisation socio-économique. Les travailleurs salariés temporaires constituaient la majorité de la population active agricole, et le chômage était une menace permanente pour eux.

En outre, la dictature (1926-1974) a dissous les syndicats ruraux, que la République (1910-1926) avait placés au centre du débat social sur la terre. La dictature a sévèrement réprimé les mouvements de protestation des travailleurs pour les salaires. Cependant, il y a toujours eu des grappes de conflits entre les grands propriétaires terriens de l'Alentejo et les travailleurs salariés.

Dans l'agriculture familiale, les faibles revenus dus au manque de débouchés et de procédures équitables ont également conduit à des mouvements et des actions, malgré le régime répressif. Les luttes contre les différentes tentatives d'usurpation des Baldios<sup>2</sup> (biens communs) et leur retour dans les communautés, essentiellement dans le Nord et le Centre du pays, ont été très actives et prolongées, en raison de l'importance que ces territoires ont pour les agriculteurs familiaux.

### ECHEANCIER

<sup>1</sup> Fernando Oliveira Baptista, *Análise Social*, vol. XXIX 128, (4.º), 1994, 907-921.

<sup>2</sup> Baldios (commons) are land owned and managed by a local community that has the right to use and benefit from it, according to traditions and customs. They are often used to graze cattle, gather wood, etc., and are therefore of great importance for farmers.

- 1950** 47% de la population active était employée dans l'agriculture.
- 1960** L'industrialisation déclenche une migration massive des zones rurales vers les zones urbaines. L'emploi dans les campagnes augmente et les travailleurs commencent à exiger de meilleurs salaires et conditions.
- 1962** D'importantes grèves dans l'Alentejo exigent de meilleurs salaires.
- 1972** Un millier d'agriculteurs manifestent à Paredes pour obtenir de meilleurs prix dans les secteurs du lait et de la viande. D'autres grèves suivent dans les deux années suivantes, dans tout le pays...
- 1974** La dictature tombe, la démocratisation commence et le droit d'association est reconnu. D'importants mouvements de base émergent, avec la création de plusieurs organisations d'agriculteurs.
- 1975** Dans le sud du pays, les ouvriers agricoles accèdent à la terre pour produire, s'organisent en 500 unités de production collective, concrétisant la Réforme agraire.
- 1977** La situation politique a évolué vers la liquidation de ces unités de production gérées par des collectifs de travailleurs.
- 1978** Le CNA est créé pour regrouper de nombreux mouvements sociaux agricoles au niveau national et renforcer leur représentation auprès du pouvoir politique.
- 1986** Le Portugal adhère à la Communauté économique européenne (CEE), ce qui entraîne une politique agricole commune, l'ouverture des marchés et des subventions agricoles.
- 1992** La CNA adhère à la Coordination Paysanne Européenne (CPE - aujourd'hui appelée Coordination Européenne Via Campesina). Avec des organisations similaires (telles que la COAG et la SLG), la CNA participe à la première grande manifestation pour la défense de l'agriculture familiale.
- 1993** Par l'intermédiaire de la CPE, la CNA participe à la construction de la Via Campesina, un mouvement international rassemblant plus de 160 organisations de 73 pays, représentant quelque 200 millions d'agriculteurs.
- 1996** CNA inaugure une représentation permanente à Bruxelles, en maintenant un contact régulier avec les institutions européennes.

Aujourd'hui, grâce à l'action collective rendue possible par ces mouvements, il a été possible de faire entendre la voix des agriculteurs auprès des décideurs politiques au niveau communautaire et international. Parmi leurs grands succès, la Déclaration des droits des paysans et autres personnes travaillant en milieu rural a été<sup>3</sup> officiellement adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies en décembre 2018. Cette déclaration est le résultat d'une lutte collective lancée par La Via Campesina 17 ans plus tôt et qui a été soutenue par de nombreuses organisations internationales.

La CNA fait également partie de la **Plateforme de la Communauté des pays de langue portugaise<sup>4</sup> (CPLP) pour les paysans**, qui a eu son mot à dire dans le développement d'importants instruments pour la valorisation de l'agriculture familiale dans la région, tels que

<sup>3</sup> UN Declaration on the Rights of Peasants: <https://www.geneva-academy.ch/joomlatools-files/docman-files/UN%20Declaration%20on%20the%20rights%20of%20peasants.pdf>

<sup>4</sup> <https://www.cplp.org/>



la Charte de Lisbonne pour le renforcement de l'agriculture familiale ou les Lignes directrices pour le soutien et la promotion de l'agriculture familiale dans les États membres de la CPLP<sup>5</sup>.

Au niveau national, la CNA a obtenu une reconnaissance institutionnelle, en raison de sa représentativité et de sa capacité d'action. La Confédération, qui regroupe plus de 50 organisations d'agriculteurs au niveau national, a un statut d'utilité publique, est présente dans plusieurs groupes consultatifs du ministère de l'agriculture, participe au Conseil économique et social et est reçue et consultée par les différents organes souverains (Président de la République, Premier ministre, Commission de l'agriculture de l'Assemblée de la République...). CNA fait également partie du réseau **REALIMENTAR**, une initiative de la société civile qui constitue un espace de dialogue, d'articulation des efforts, des ressources et des actions d'intervention dans les processus de formulation et de prise de décision sur les politiques publiques nationales et internationales liées à la Souveraineté et à la Sécurité Alimentaire et au Droit Humain à l'Alimentation.

## ESPAGNE

Les actions collectives dans les zones rurales et agraires ont été enregistrées tout au long de l'histoire de l'Espagne, où il y a toujours eu un fort sentiment culturel de coopération entre les familles ou les quartiers.

Au début de la Seconde Guerre mondiale, 5,7 millions d'hectares avaient été collectivisés grâce à la réforme agraire mise en place par le gouvernement démocratique. Cette politique publique a été démantelée pendant la dictature (1936-1975), qui a favorisé un processus d'expropriation des terres pour "utilité sociale" (comme l'appelait le régime), poussé par une occupation directe et organisée des terres. En fait, à la fin de la guerre civile, l'économie espagnole a été démantelée et l'agriculture se trouve dans des conditions très difficiles. La politique du nouvel État a été caractérisée par la tentative d'établir un approvisionnement minimum et régulier en nourriture, le renforcement de l'agriculture traditionnelle et, en même temps, l'éradication de toute tentative d'action collective. Au lieu de cela, la dictature a mis en place des réformes visant à maintenir la main-d'œuvre dans les campagnes et à servir les propriétaires de grandes propriétés.

## ECHEANCIER

- 1950-** Les paysans émigrent vers les villes en nombre croissant, dans un processus qui
- 1960** devient connu sous le nom de "estampida de la desesperanza"<sup>6</sup>.
- 1960** Le recensement agraire estime que les agriculteurs représentent 41,3 % de la main-d'œuvre totale.
- 1961** L'émigration des paysans augmente très rapidement et sans ordre, accélérée par l'industrialisation.
- 1969** Les agriculteurs sont estimés à 29,3 % de la main-d'œuvre totale. L'Espagne commence à se séparer en une région industrielle du Nord-Est et une région agricole du Sud-Intérieur-Ouest.

<sup>5</sup> "Carta de Lisboa pelo Fortalecimento da Agricultura Familiar", CPLP website, February 7, 2008. <https://www.cplp.org/id-4447.aspx?Action=1&NewsId=5610&M=NewsV2&PID=10872>

<sup>6</sup> A detailed information about this historic moment can be found in the book: Amalio Rivera del Castillo, *Estampida de la desesperanza*, (Madrid: Editorial Pastoriza, 1970). It can be translated as the "despair's stampede".

- 1971** Les Comités de soutien à la lutte paysanne sont créés à l'initiative de l'Unión do Povo Galego, donnant naissance aux **Comisións Labregas**.
- 1972-1974** La loi sur les syndicats permet une certaine démocratisation locale. Les paysans commencent à se mobiliser pour protester, créant des Unions de paysans et d'éleveurs créées dans de nombreux comtés avec des caractéristiques communes : démocratiques, indépendantes, unitaires et dirigées par les paysans.
- 1974** Premier congrès du Sindicato de Obreros del Campo. L'action directe et l'occupation des terres suivent dans de nombreux comtés d'Espagne.
- 1975** Le dictateur meurt.
- 1976-1977** La Coordinadora de Organizaciones de Agricultores y Ganaderos (COAG) est officiellement fondée et organise un blocus généralisé dans tout l'État.
- 1986** L'Espagne adhère à la CEE et commence à restructurer le secteur agricole. Malgré cela, 150 000 exploitations agricoles disparaissent chaque année.
- 1989** La première des nombreuses mobilisations agricoles a lieu en avril, organisée par le COAG. En octobre, Cáritas convoque à Escorial (Madrid) une réunion pour l'avenir du milieu rural, à laquelle participent plus de 600 représentants d'organisations locales et nationales.
- 1990s** Crise agricole. En 1992, malgré l'amélioration des infrastructures et des communications dans les zones rurales, la population agricole active tombe à 9 % et le secteur agricole à 4,1 %.
- 1992** Un symposium organisé par Cáritas sur l'avenir de l'environnement rural espagnol a conduit à la constitution de la "Plataforma Rural" (Plate-forme rurale) espagnole.
- 1993** Fondation de La Via Campesina en Belgique.
- 1996** Le Sommet mondial de l'alimentation lance la souveraineté alimentaire comme une lutte mondiale.
- 2000** La population agraire active est de 7 %.
- 2004** Population agraire active est de 5 %. La même année, la Plateforme rurale tient son Forum IV à El Escorial pour améliorer la collectivisation et la coopération, et organiser la lutte contre les transgéniques, et pour la souveraineté alimentaire et l'agriculture biologique.
- 2007** Après le Forum mondial de Nyéléni au Mali, la Plate-forme rurale commence à structurer des alliances locales pour travailler ensemble sur des questions telles que la souveraineté alimentaire, les chaînes d'approvisionnement alimentaire courtes et de meilleures réglementations pour les producteurs paysans.
- 2008** L'émergence des agrocarburants provoque une crise alimentaire sans précédent.
- 2009** L'une des pires crises économiques commence en Europe du Sud et touche également l'Espagne.

Au cours des dix dernières années, la situation du secteur agraire en Espagne a été caractérisée par une aggravation de ses crises de durabilité et de rentabilité. La dispersion des petites et moyennes exploitations agricoles est une tendance.

D'autre part, d'importantes innovations liées aux systèmes agroalimentaires durables ont été développées et renforcées par les politiques publiques locales encouragées dans le cadre du

[Pacte de la politique alimentaire urbaine de Milan](#)<sup>7</sup>. Et de nouvelles formes d'organisations et d'articulations multi-acteurs ont eu lieu, dans l'esprit de la Plateforme rurale. Des plateformes de souveraineté alimentaire ont été développées au niveau local et régional et une prolifération de chaînes d'approvisionnement alimentaire courtes s'articulant autour de systèmes agroécologiques agroalimentaires a eu lieu ("Alimentando Cordoba", promu par l'Institut de sociologie et d'études paysannes - ISEC, à l'Université de Cordoue, par exemple).

Les coopératives classiques et les syndicats agraires basés sur des structures hiérarchiques et orientés vers des systèmes agroalimentaires industriels ont commencé à être contestés par de nouvelles formes de syndicats et d'articulations basées sur d'autres principes tels que la démocratie radicale, la perspective écoféministe et l'économie solidaire, qui, malgré leur impact réduit dans le secteur agricole, ont commencé à mettre en évidence des défis et des innovations importants (Sindicato Labrego Galego ou Coordinadora Campesina del País Valenciá - COAG, par exemple).

## 2.1. L'agriculture familiale

**Encadré : L'agriculture familiale** (comprenant toutes les activités agricoles centrées sur la famille) est un moyen d'organiser, de gérer et d'administrer la production agricole, forestière, de pêche, d'élevage et d'aquaculture d'une famille, et dépend principalement du capital et du travail des membres de la famille, hommes et femmes. La famille et l'exploitation agricole sont interdépendantes, évoluent ensemble et combinent des fonctions économiques, environnementales, sociales et culturelles<sup>8</sup>.

Dans un monde où la pression pour nourrir une population croissante<sup>9</sup>, avec des aliments nutritifs, accessibles et en quantité suffisante, est de plus en plus pressante, l'agriculture familiale joue un rôle fondamental, tant pour son caractère écologique que pour son rayonnement en termes de production et de territoire.

En raison de sa nature multidisciplinaire et multifonctionnelle, l'agriculture familiale est plus qu'une façon de produire des aliments : elle produit de la richesse, respecte la nature et la biodiversité, garantit la préservation des races et des variétés indigènes, renforce les systèmes de production traditionnels, utilise des pratiques respectueuses de l'environnement, préserve la culture et les traditions et garantit la cohésion sociale et territoriale.

Le modèle agro-industriel actuel ne répond pas aux souhaits de la population et génère des inégalités. La faim et la malnutrition continuent d'augmenter dans le monde, de même que le gaspillage alimentaire et les maladies liées à l'alimentation<sup>10</sup>. La pression sur les ressources naturelles s'accroît.

C'est ce que déclare le Plan mondial des Nations unies pour la décennie de l'agriculture familiale (FNUAP) 2019-28 : "Pour nourrir le monde de manière durable, un changement urgent et radical de nos systèmes alimentaires est nécessaire... il n'y a rien de plus proche du paradigme de la production alimentaire durable que l'agriculture familiale".<sup>11</sup>

Cette reconnaissance au niveau international s'est d'abord matérialisée par la déclaration de 2014 comme Année internationale de l'agriculture familiale, et a été réaffirmée avec

<sup>7</sup> <http://www.milanurbanfoodpolicypact.org/>

<sup>8</sup> Définition by FAO. Learn more about Family Farming on <http://www.fao.org/family-farming/home/en/>

<sup>9</sup> The projection of the world population for 2050 is 9.5 billion people (UN, 2017)

<sup>10</sup> About 1 million tons of food are wasted annually in Portugal

Baptista et al, *Do campo ao Garfo. Desperdício Alimentar em Portugal*, (Lisboa: CESTRAS, 2012)

<sup>11</sup> In the report's prologue, by former Director General of FAO, José Graziano da Silva, and IFAD President Gilbert F. Houngbo, UNDPF 2019-2028,

l'approbation du FNUD 2019-2028. L'ONU considère cette décennie comme une occasion extraordinaire pour l'ONU d'atteindre ses objectifs de développement durable (SDG) en concentrant ses interventions sur l'agriculture familiale.

**Encadré : Quelques chiffres sur l'agriculture familiale**

Afin de mieux comprendre l'ampleur et l'importance de l'agriculture familiale, nous présentons quelques données reflétant sa présence dans le monde, en Europe et, plus spécifiquement, au Portugal et en Espagne.

Selon les données de la FAO, au moins 90 % des exploitations agricoles du monde sont des exploitations familiales et elles produisent 80 % des denrées alimentaires du monde en valeur<sup>12</sup>.

Dans l'UE, les exploitations familiales dominent le secteur agricole en termes de nombre et de contribution à l'emploi agricole. En 2016, l'UE comptait 10,5 millions d'exploitations agricoles, dont la grande majorité (95,2 %) étaient classées comme exploitations familiales.<sup>13</sup> Ce nombre doublerait si les très petites exploitations agricoles étaient prises en compte à des fins statistiques.

Sur les 25,5 millions de personnes employées pour un travail régulier dans l'agriculture dans l'UE, 24 millions sont employées par des exploitations de type familial.

Plus de 140 millions de personnes environ, soit 28 % de la population de l'UE, vivent dans des territoires ruraux et bénéficient directement ou indirectement de l'existence de cette agriculture paysanne.

Aujourd'hui, la plupart des 500 millions de consommateurs européens sont nourris par l'agriculture familiale paysanne.

## 2.2. L'agriculture familiale au Portugal et en Espagne

### PORTUGAL

L'agriculture portugaise ne fait pas exception à la moyenne des données européennes. L'agriculture familiale joue un rôle prédominant, tant en termes de nombre d'exploitations que de travail.

Dans le pays, l'agriculture familiale représente 241 000 exploitations agricoles, soit 93 % du total, couvrant 54 % (1,9 million d'hectares) de la surface agricole utilisée et plus de 80 % du travail agricole total<sup>14</sup>.

Mais l'agriculture familiale n'est pas seulement importante en raison des preuves statistiques. Elle est essentielle pour la durabilité de la vie, pour l'amélioration de l'alimentation de la population, pour la préservation de l'environnement et en tant que patrimoine culturel. Dans un contexte de désertification humaine de vastes zones rurales, l'agriculture familiale est cruciale pour la cohésion territoriale et pour maintenir le monde rural portugais en vie.

Cependant, l'agriculture familiale a été fortement pénalisée au cours des dernières décennies, avec de faibles rendements et des changements négatifs dans la structure des terres. Après l'entrée du Portugal dans la CEE en 1986, de 1989 à 2016, 315 105 exploitations ont été supprimées, à raison de 1,33 exploitation par heure (les exploitations de moins de 5 hectares ont été les plus touchées, avec une baisse de 62,9 %).

Consciente de la nécessité de valoriser et de défendre l'agriculture familiale, la CNA a choisi 2014, l'Année internationale de l'agriculture familiale de l'ONU, pour tenir son 7e Congrès, où elle a approuvé la proposition de statut de l'agriculture familiale portugaise.

<sup>12</sup> FAO, *The state of Food and Agriculture. Innovation in Family Farming*, (Rome: FAO, 2014)

<sup>13</sup> Eurostat, *Agriculture statistics - family farming in the EU* (2016): [https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Agriculture\\_statistics\\_-\\_family\\_farming\\_in\\_the\\_EU#Structural\\_profile\\_of\\_farms\\_-\\_analysis\\_for\\_the\\_EU](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Agriculture_statistics_-_family_farming_in_the_EU#Structural_profile_of_farms_-_analysis_for_the_EU)

<sup>14</sup> Eurostat, *Farm Structure Survey* (2016): [https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Agriculture\\_statistics\\_-\\_family\\_farming\\_in\\_the\\_EU](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Agriculture_statistics_-_family_farming_in_the_EU)

En février 2017, lors d'une audience de la CNA à laquelle participait le ministre de l'agriculture de l'époque, le Premier ministre a engagé le gouvernement à légiférer pour inscrire le statut de l'agriculture familiale (FFS) dans la loi. Cela s'est produit en août 2018 avec la publication du décret-loi n.º 64/2018<sup>15</sup>.

La loi offre une reconnaissance importante de l'agriculture familiale impliquant neuf ministères, mais cet instrument doit encore être amélioré. Pour l'instant, peu de mesures sont mises en œuvre.

Selon les données que le ministère de l'agriculture a mises à la disposition de l'agence de presse Lusa et qui couvrent la période allant jusqu'au 26 février 2020, sur les 275 demandes soumises au statut de l'agriculture familiale, seules 99 ont été approuvées.

Ces chiffres sont bien inférieurs au nombre d'exploitations agricoles familiales au Portugal. La CNA a demandé au gouvernement de mettre en place des mesures concrètes et des politiques publiques dans le cadre de ce statut qui valoriseront l'agriculture familiale. Dans le cas contraire, le statut n'existera que sur le papier et ne servira que très peu aux agriculteurs.

Dans ce contexte, le statut de l'agriculture familiale a été très présent tout au long des initiatives BOND de la région, et ce de deux manières. D'une part, le mouvement associatif paysan au Portugal partageait le besoin de développer un moyen de conquérir cet important instrument, et d'autre part, des discussions collectives ont proposé des recommandations politiques pour réformer et améliorer le statut.

## ESPAGNE

Les exploitations familiales sont également très répandues en Espagne et représentent 823 000 (87 %) du total des 945 000 exploitations, soit 14,1 millions d'hectares de la superficie agricole utilisée, et correspondent à 13,1 % du total de l'UE.<sup>16</sup>

76 % des exploitations en Espagne ont une superficie inférieure à 10 hectares et 54 % une superficie inférieure à 5 hectares.<sup>17</sup> En 2009, les plus petites exploitations ne contrôlaient que 4,54 % de la surface agricole espagnole.<sup>18</sup>

Il existe des différences importantes entre les différentes régions. Par exemple, en Andalousie, les exploitations de plus de 100 hectares représentent 3,43 % du total des exploitations de la région et contrôlent 53 % de la surface agraire. En Galice, ces exploitations représentent 0,32 % du total et contrôlent 7,39 % de la surface agraire ; et dans le pays de Valence, elles représentent 0,56 % du nombre total d'exploitations et contrôlent 25 % de la surface agraire.<sup>19</sup> Alors qu'en Andalousie, la surface/exploitation moyenne en 2010 était de 18 hectares, en Galice elle était de 8 hectares et à Valence de 5,5 hectares.

72% des exploitations espagnoles sont basées sur le travail familial.

<sup>15</sup> Decree-Law n.º 64/2018, August 7, 2018, <https://dre.pt/application/file/a/115933763>

<sup>16</sup> Eurostat, *Farm Structure Survey* (2016)

<sup>17</sup> [FAO, \*The state of Food and Agriculture. Innovation in Family farming\*, \(Rome: FAO, 2014\)](#)

<sup>18</sup> [INE, \*Censo Agrario 2009\*, \(Madrid: INE, 2009\)](#)

<sup>19</sup> [Carles Soler and Fernando Fernández, \*Acaparamiento de Tierras en España\*, \(Bilbao: Fundación Mundubat y Revista Soberanía Alimentaria, Biodiversidad y Culturas, 2015\)](#)

### 3. Politiques agricoles et alimentaires en Europe

**Encadré : Objectifs spécifiques de la PAC fixés par le traité de Rome :**

1. Accroître la productivité de l'agriculture en favorisant le progrès technique et en assurant l'utilisation optimale des facteurs de production, notamment de la main-d'oeuvre ;
2. Assurer un niveau de vie équitable aux agriculteurs ;
3. Stabiliser les marchés ;
4. Assurer la disponibilité des approvisionnements ;
5. Assurer des prix raisonnables pour les consommateurs.

Malgré de nobles objectifs, 63 ans après la signature du traité de Rome, qui a créé la CEE et la PAC, les impacts des politiques agricoles, commerciales et alimentaires dans les zones rurales et les contextes paysans ne sont pas à la hauteur des attentes.

Bien qu'elles garantissent une part importante de l'alimentation des Européens, les exploitations familiales ont disparu à un rythme alarmant en Europe et celles qui subsistent sont confrontées à de nombreuses difficultés, notamment l'accès aux marchés et aux débouchés pour leur production à des prix équitables. Cela compromet le droit de ces agriculteurs à vivre et à travailler dans la dignité.

Bien que l'aide de la PAC soit destinée à compenser les revenus des agriculteurs, en 2017, les agriculteurs ont obtenu en moyenne moins de la moitié de ce qu'ils pourraient gagner dans d'autres emplois.

L'intensification de la production, l'orientation vers la productivité et les mesures d'incitation destinées à concentrer l'utilisation des terres ont entraîné une expulsion continue des paysans des campagnes et, partant, une crise importante dans les zones rurales.

Ce n'est pas un hasard si, dans l'UE, les exploitations non familiales contrôlent plus d'un tiers (37,7 %) de la surface agricole utilisée totale, alors qu'elles représentent moins de 5 % du nombre total d'exploitations.<sup>20</sup>

Entre 2005 et 2016, 4,2 millions d'exploitations agricoles ont été perdues dans les États membres de l'UE. La grande majorité d'entre elles (environ 85 %) étaient de petites exploitations paysannes de moins de 5 hectares,<sup>21</sup> ce qui représente une diminution d'environ un quart en dix ans seulement.

Le fait que près d'un tiers des exploitants agricoles dans l'UE-28 étaient âgés de 65 ans ou plus en 2016 est une autre question importante.<sup>22</sup> L'absence de renouvellement des générations dans le secteur agricole a longtemps été identifiée comme une conséquence concrète de la PAC. Ce phénomène constitue un risque sérieux pour le développement durable de l'agriculture familiale et des zones rurales.

Le soutien à l'agriculture familiale n'était pas une priorité pour la PAC. La Commission européenne elle-même part du principe que 80 % des aides sont versées à 20 % des agriculteurs possédant de grandes exploitations. En Andalousie (Espagne), par exemple, quatre

<sup>20</sup> Eurostat, 2016.

<sup>21</sup> Eurostat, 2016.

<sup>22</sup> Eurostat, 2016.

des sept plus grandes exploitations de la ville reçoivent entre 3 et 8 millions d'euros d'aides publiques de la PAC, alors que la valeur moyenne qu'un agriculteur reçoit de la PAC en Espagne est de 5 328 euros / an<sup>23</sup>.

En 1986, la même année où le Portugal et l'Espagne ont rejoint la CEE, les négociations ont commencé pour le 8e cycle de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), qui inclut le secteur agricole. Cet accord donne forme à l'actuelle Organisation mondiale du commerce (OMC), libéralise le commerce international et augmente la pression concurrentielle sur l'agriculture.

L'UE a actuellement une centaine d'accords commerciaux en place, et qui sont en cours d'actualisation ou de négociation. Dans ce contexte de mondialisation et de libéralisation des échanges, les agriculteurs continuent d'être de simples fournisseurs de matières premières à bas prix. Cette situation est aggravée par le fait que ces accords fournissent les bases de tribunaux d'arbitrage, qui peuvent juger et condamner les États tout en protégeant les investissements des grandes multinationales.

### 3.1. La PAC au Portugal et en Espagne : Impact sur l'agriculture familiale

#### PORTUGAL

Au moment de l'adhésion du Portugal à la CEE, l'agriculture nationale était basée sur l'organisation familiale, avec une structure productive dominée par les petites exploitations. Une grande partie de celles-ci comprenait l'autoconsommation, et se composait de cultures méditerranéennes telles que les fruits, les légumes, le vin ou l'huile d'olive.

Le Portugal est entré dans une phase dominée par la libéralisation des marchés des produits agricoles dans le monde entier et, par conséquent, par la réduction progressive des prix. Le secteur agricole national, déjà fragile, est confronté aux difficultés de la CEE elle-même dans l'écoulement de la production. Il est urgent d'ajuster les prix pour équilibrer l'offre et la demande.

Dans un contexte de production excédentaire où la priorité est de ne pas produire, l'agriculture portugaise a commencé à décliner. La situation a été aggravée par les problèmes de la PAC qui ne tenaient pas compte des spécificités de chaque pays et de sa capacité de production.

Depuis l'adhésion à l'UE, l'équilibre agroalimentaire national s'est détérioré, tant en raison de la nécessité de restructurer les exploitations agricoles que du marché commun (la politique de réduction des excédents de production a été appliquée de manière linéaire).

Les paiements aux agriculteurs ont été progressivement découplés de la production et remplacés par des aides directes au revenu. Le découragement dans les champs a été frappant et, aujourd'hui encore, les conséquences sont énormes.

**Déficit agroalimentaire :** La production agricole nationale a moins augmenté que l'offre alimentaire et le déficit agroalimentaire a augmenté de 80 millions d'euros en 2018, restant excessivement élevé à -3705,8 millions d'euros<sup>24</sup>, et menaçant la qualité, la sécurité et la souveraineté alimentaires du Portugal.

---

<sup>23</sup> Ferran García, ¿Quién ha recibido más subvención de dinero público a través de la PAC en 2015? (Barcelona: VSF – Justicia Alimentaria, 2015)

<sup>24</sup> INE, Estatísticas Agrícolas - 2018, (Lisboa: INE, 2019):

[https://www.ine.pt/xportal/xmain?xpid=INE&xpgid=ine\\_publicacoes&PUBLICACOESpub\\_boui=358629204&PUBLICACOES\\_mod0=2](https://www.ine.pt/xportal/xmain?xpid=INE&xpgid=ine_publicacoes&PUBLICACOESpub_boui=358629204&PUBLICACOES_mod0=2)

**Une plus grande concentration des terres :** La superficie moyenne des exploitations agricoles est passée de 6,7 ha en 1989 à 14,1 ha en 2016<sup>25</sup>.

**Déséquilibre de l'aide :** En 2015, les petites exploitations (<5 ha) représentaient plus de 65 % des bénéficiaires mais recevaient moins de 13 % de l'aide totale. À l'opposé, moins de 2 % des exploitations (les plus grandes) ont reçu plus de 33 % du total des paiements considérés. Le nombre de bénéficiaires de la PAC a diminué de 12 % au Portugal continental entre 2009 et 2015, 21 818 bénéficiaires ayant disparu dans les plus petites exploitations (< 5 ha), soit une perte de près de 20 % des agriculteurs de cette catégorie<sup>26</sup>. Au cours de la même période, seules les exploitations classées selon une valeur standard de production (VPP) inférieure à 4 000 € - les plus petites - ont perdu des bénéficiaires, près de 25 % des exploitations considérées comme très petites ayant disparu. L'augmentation de la superficie minimale d'accès à l'aide, mise en œuvre au Portugal par la réforme de la PAC de 2013, y a largement contribué.

En 2015, la moyenne des paiements directs au Portugal était de 186 €/ha, contre 256 € dans l'UE<sup>27</sup>.

**Fermeture d'exploitations :** De 1998 à 2016, plus de 300 000 exploitations (la majorité ayant moins de 5 ha) ont disparu, marquant l'abandon du monde rural (INE).

**Faibles rendements des exploitations et difficultés d'écoulement:** Au cours des dernières décennies, l'installation de grands hypermarchés s'est accélérée au Portugal et on estime aujourd'hui qu'ils contrôlent environ 85 % de la vente totale de produits agroalimentaires, favorisant les importations inutiles, réduisant les prix à la production et spéculant même avec les consommateurs.

En 2017, par exemple, le prix de production des pommes de terre a atteint 0,05 € / kg, alors que les coûts de production étaient de 0,20 € / kg. Cela ne s'est pas traduit par une baisse des prix à la consommation.

Selon les données officielles, la répartition de la valeur tout au long de la chaîne de distribution agroalimentaire est la suivante : pour chaque 100 € payés par le consommateur, 50 € vont à la distribution, 30 € correspondent à la transformation et seulement 20 € vont à l'agriculteur. Si l'on considère que 75% de la part de l'agriculteur sont des coûts de production, l'agriculteur et sa famille ne perçoivent que 5 €<sup>28</sup>.

**Le vieillissement de la population agricole :** Les faibles revenus tirés de l'activité agricole rendent celle-ci peu attrayante pour les jeunes et entravent le rajeunissement du tissu agricole des zones rurales. Les agriculteurs portugais sont les plus âgés de l'UE-28, avec une moyenne d'âge de 65 ans<sup>29</sup>.

Les accords commerciaux bilatéraux avec les pays tiers aggravent encore la situation de l'agriculture familiale. La réforme de la PAC de 2013 n'a pas répondu aux besoins les plus urgents, en ce qui concerne la stabilisation des marchés, l'amélioration des revenus des agriculteurs, en particulier dans les petites et moyennes exploitations, le soutien à une

<sup>25</sup> INE, *Inquérito à Estrutura das Explorações Agrícolas – 2016*, (Lisboa, INE, 2017):

[https://www.ine.pt/xportal/xmain?xpid=INE&xpgid=ine\\_publicacoes&PUBLICACOESpub\\_boui=277088793&PUBLICACOES\\_mod=2](https://www.ine.pt/xportal/xmain?xpid=INE&xpgid=ine_publicacoes&PUBLICACOESpub_boui=277088793&PUBLICACOES_mod=2)

<sup>26</sup> Pedro Santos, Cláudia Filipe e Paula Antunes, *Voz da Terra n.º 84 – PAC pós-2020* (Coimbra: CNA, 2018), 19

<sup>27</sup> Pedro Santos, Cláudia Filipe e Paula Antunes, *Voz da Terra n.º 84 – PAC pós-2020* (Coimbra: CNA, 2018), 14

<sup>28</sup> Gabinete de Planeamento, Políticas e Administração Geral, *CULTIVAR: Cadernos de Análise e Prospectiva n.º 3* (Lisboa: GPP, March 2016)

<sup>29</sup> INE, *Inquérito à Estrutura das Explorações Agrícolas – 2016*, (Lisboa, INE, 2017)



agriculture plus respectueuse de l'environnement, une meilleure répartition des aides et la valorisation de ceux qui produisent.

## **ESPAGNE**

La situation dans l'État espagnol est hétérogène en ce qui concerne l'application de la PAC, les paiements directs et l'application des fonds de développement rural. Par exemple, les données concernant les personnes affiliées au système spécial d'agriculture, d'élevage et de pêche montrent qu'entre 2009 et 2019, il y a eu une diminution de 12 % dans l'ensemble de l'État, dont 36 % en Galice<sup>30</sup>.

D'autres données indiquant l'hétérogénéité de cette période montrent que près de 700 000 demandes d'aide au titre de la PAC ont été présentées dans l'État espagnol, alors que moins de 300 000 personnes sont inscrites au SETA (le système spécial de sécurité sociale pour les agriculteurs et les éleveurs). En Galice, 26 805 demandes ont été déposées, et 29 013 personnes sont affiliées au SETA. La taille des exploitations agricoles est très variable et, par conséquent, le montant moyen du paiement de base perçu par bénéficiaire varie également (État : 4 011 €, Galice : 2 699 €)

Cependant, comme dans toute l'UE, l'application de la PAC en Espagne élimine les agriculteurs. La PAC a été un échec en termes de maintien de l'agriculture familiale ou d'établissement de revenus décents pour les producteurs de denrées alimentaires. Parmi les problèmes communs, citons : l'accès à la terre, aux semences, au crédit, à des marchés équitables, la perte de la capacité de décider quoi et comment produire (intégration de l'élevage et de l'agriculture). Il est de plus en plus difficile de couvrir les coûts de production et chaque fois les agriculteurs doivent produire plus pour gagner moins.

Les discussions sur la PAC font presque toujours référence aux subventions reçues par les agriculteurs et les autres habitants des zones rurales. Pourtant, il est plus important d'examiner comment l'application du règlement 1308/2013, qui crée et organise les marchés agricoles, a influencé chaque État. Ce règlement est à la base de décisions importantes qui ne concernent pas seulement le budget : intervention publique, stockage privé, programmes opérationnels pour le secteur des fruits et légumes, autorisations de plantation, règlements de commercialisation à l'importation et à l'exportation, appellations d'origine (DO) et indications géographiques protégées (IGP), organisations de producteurs, organisations interprofessionnelles, systèmes contractuels, règles de concurrence, contrats.

Ces questions, et tant d'autres, sont ce qui compte vraiment et non les subventions et ces questions font partie des règlements de la PAC en cours de négociation aujourd'hui. Le règlement suggère qu'en créant des organisations de producteurs pour gérer les relations avec les chaînes de distribution et négocier des contrats stables avec l'industrie, les agriculteurs ont un meilleur contrôle sur les prix, la production et les marchés. Mais la réalité du secteur laitier galicien montre le contraire : la prise de décision et le pouvoir sur les marchés sont déséquilibrés en faveur de l'industrie et au détriment des organisations de producteurs. Dans

---

<sup>30</sup> Ministerio de Trabajo, Migraciones y Seguridad Social

chaque contrat, le secteur détermine les quantités que les agriculteurs sont autorisés à produire et le prix auquel ils peuvent vendre.

En outre, la mauvaise répartition des fonds fait presque l'unanimité. La Commission européenne, le Parlement européen, la Cour des comptes européenne reconnaissent l'existence de problèmes.

En Espagne comme dans d'autres États, la distribution des fonds du premier pilier par le biais des droits historiques a créé des problèmes de production et de nouvelles exploitations. Toute une série de paiements dépendent de l'existence de ces droits, si bien que certaines exploitations ne reçoivent rien (les jeunes, par exemple, bien que l'aide redistributive n'ait pas été mise en œuvre en Espagne). Le paiement à l'hectare pour se conformer au mandat de l'OMC porte également préjudice aux très petites exploitations, puisque le paiement moyen en Galice est de 187,26 €/ha.

Les fonds du deuxième pilier pour le développement rural ont également connu une application variable. En Galice, des mesures sont mises en œuvre depuis des années, comme les aides aux jeunes, ou pour des plans d'amélioration, l'agroenvironnement ou l'agriculture biologique. Ces mesures devraient toutes être améliorées à de nombreux égards, afin de servir l'objectif des plans de développement rural. Dans le cas de l'agroenvironnement, de l'agriculture biologique et des zones défavorisées, le paiement est à l'hectare, de sorte que le problème est toujours le même pour les personnes ayant de très petites surfaces. Un engagement déterminé et des fonds supplémentaires sont nécessaires pour résoudre véritablement les problèmes des zones rurales.

Les résultats de la PAC ont créé une situation dans l'État espagnol presque identique à celle du Portugal. 43 % des petites et moyennes exploitations agricoles de Malaga ont fait faillite au cours des dix dernières années<sup>31</sup>, et Malaga n'est pas la seule province touchée.

Ce processus peut être attribué, dans de nombreux cas, à l'absorption et à la concentration des chaînes d'approvisionnement alimentaire par des sociétés multinationales, et au rôle stratégique de ces sociétés en tant qu'intermédiaires entre le producteur et le consommateur. En 2015, par exemple, 73,7 % des achats alimentaires des ménages espagnols étaient effectués dans des supermarchés, des hypermarchés et des magasins à prix réduits;<sup>32</sup> les cinq principaux opérateurs de ce secteur représentaient 50,4 % de la part de marché.<sup>33</sup> La politique a imposé des exigences d'approvisionnement, des prix et des conditions de paiement que les petites et moyennes exploitations agricoles ont du mal à respecter.<sup>34</sup>

---

<sup>31</sup> INE, 2015.

<sup>32</sup> MAGRAMA, 2016.

<sup>33</sup> Reyes, 2016.

<sup>34</sup> Rucabado and Cuéllar, 2018; MAGRAMA, 2006, 2010.

## 4. Flux régional des activités BOND

Après avoir présenté le contexte du secteur agricole et de l'action collective dans les deux pays, ainsi que les impacts des différentes politiques, nous allons maintenant présenter les principales activités qui ont eu lieu dans la région. Les thèmes qui les sous-tendent, ainsi que les résultats obtenus, sont intrinsèquement liés au scénario que nous avons présenté précédemment.

Les activités ont été développées en trois grandes étapes :

- VOIR a permis des échanges de connaissances entre les partenaires, les régions et les pays, afin de mieux sensibiliser les participants à BOND
- APPRENDRE a établi des méthodologies participatives pour relever les défis et renforcer les réseaux
- DIRE a permis de consolider les réseaux et de formuler des recommandations pour de meilleures politiques publiques en faveur du secteur Agricole

### 4.1. VOIR – Apprendre du Succès

#### Voyages d'études

Entre février et avril 2018, les 60 représentants de BOND ont participé à des voyages d'étude, visitant certains pays d'accueil. Les agriculteurs et les organisations ont partagé leurs connaissances et nous nous sommes inspirés des exemples des uns et des autres pour développer de nouvelles façons de relever les défis.

Quatre personnes du Portugal ont participé à ces voyages : Laura Tarrafa a visité la Norvège, Joaquim Pifano a visité les Pays-Bas, et Florence Melen et José Miguel ont visité l'Espagne. D'Espagne, deux participants, Mireia Gonzales et Dora Cabaleiro, se sont rendus au Royaume-Uni.

#### Témoignage

*"Le voyage d'étude au Pays de Galles a été l'expérience la plus transformatrice de BOND, à plusieurs niveaux, mais surtout sur le plan émotionnel. Je pouvais même être conscient que la langue n'était jamais une barrière, et c'est un sentiment de communion très particulier. J'ai pu apprendre beaucoup de choses nouvelles : sur Land Workers Alliance, l'organisation qui nous a reçus, et son fonctionnement ; et, surtout, sur l'agriculture soutenue par la communauté (CSA), dont j'avais entendu parler mais que je ne connaissais pas directement. Ce sont des systèmes de soutien très intéressants que nous avons essayé d'adapter à certains égards à notre groupe de certification à Valence. Beaucoup d'inspiration sur les nouvelles façons de collaborer.*

*La CSA, en tant que concept, et son avancée en tant que pratique, a, je crois, une capacité d'impact incroyable et, à mesure que nous avançons dans sa construction, nous obtenons des systèmes alimentaires équitables et durables". Mireia Gonzales, CCPV-COAG, Valence (Espagne)*

L'Espagne a accueilli le premier voyage d'étude à Valence du 26 février au 2 mars.

Le voyage a accueilli 10 représentants de BOND venus de toute l'Europe, ainsi que des organisateurs du CCPV-COAG, de l'université de Coventry et d'autres partenaires espagnols tels que la SLG et l'université de Cordoue. La visite a permis d'examiner de près l'histoire et les traditions de l'agriculture familiale dans la province de Valence. L'objectif principal était d'explorer des exemples réussis d'actions collectives menées par les agriculteurs de la région.

## Résultats des voyages d'étude

Les cas visités ont été divers et enrichissants : banques foncières, systèmes de garantie participative, différents types de systèmes d'approvisionnement alimentaire à court terme (cantine scolaire, groupe de consommateurs, marché paysan et "strip count" historique), et changements réglementaires réalisés pour soutenir les productions artisanales. Et enfin, nous avons pu partager l'expérience de la Plateforme pour la Souveraineté Alimentaire du Pays Valencien, qui a travaillé dur pour soutenir ces initiatives.

La caractéristique commune à toutes ces actions collectives était la nécessité d'une plus grande implication des producteurs, des consommateurs, des organisations sociales, des groupes environnementaux, de l'académie et de l'administration publique. Et toujours, l'objectif commun et le travail autour de celui-ci ont été à l'origine de réalisations visant à soutenir l'agriculture familiale et l'autonomisation des agriculteurs.

### Ateliers : Durabilité des modèles alimentaires, commerciaux et de production

Après les voyages d'étude, les participants portugais ont eu l'occasion de partager leurs connaissances et leurs expériences lors de trois ateliers sur la durabilité des modèles alimentaires, commerciaux et de production qui se sont tenus à Coimbra le 15 avril 2018. Les thèmes des ateliers étaient les suivants Courts-circuits ; marchés publics ; et modèles organisationnels.

## Résultats

Le partage d'expériences réussies a permis aux participants de discuter des politiques publiques nécessaires pour discriminer positivement les agriculteurs familiaux et d'inspirer des propositions pour améliorer l'impact du statut de l'agriculture familiale (FFS).<sup>35</sup>

Par exemple, l'expérience de Valence a fourni de bons exemples de la manière dont des chaînes d'approvisionnement alimentaire courtes peuvent contribuer à résoudre l'un des plus grands problèmes des agriculteurs familiaux, à savoir l'accès aux marchés et les prix équitables. En plus de fournir du matériel pour étayer les propositions du CNA pour la concrétisation du FFS, les diverses expériences des visites d'étude ont également permis d'inspirer le travail dans les organisations des participants.

### Forum interrégional de Cordoue

Le Forum interrégional a été organisé par l'Université de Cordoue pour approfondir les discussions sur l'action collective au niveau européen. Des participants et partenaires de BOND de 22 pays différents y ont assisté aux côtés d'organisations qui avaient organisé des voyages d'étude.

Plusieurs moments différents ont été organisés pendant les deux jours du forum, afin d'approfondir l'échange d'expériences et la réflexion collective. Parmi les activités organisées pendant le forum, on peut citer :

- des expositions collectives de semences et de produits typiques régionaux

---

<sup>35</sup> The Family Farming Statute (Decree-Law n.º 64/2018) foresees the right of Family Farmers to have access to:  
e) Markets and consumers, achieved through support for the creation and reactivation of proximity markets and short sales channels;  
f) A specific public procurement regime for the provision of proximity to agri-food goods (schools, hospitals, Private Institutions of Social Solidarity and Armed Forces);

- de courtes pièces de théâtre jouées par les participants afin de partager et d'apprendre de l'expérience des autres participants au voyage d'étude
- une plénière animée par des hôtes de voyages d'étude sur des cas d'action collective réussis
- un forum ouvert et un World Café sur les principaux obstacles rencontrés par les participants pour promouvoir les initiatives d'action collective et développer l'agriculture familiale

### **Résultats du Forum interrégional**

Le Forum interrégional a permis d'apprendre beaucoup de choses sur l'agriculture familiale en Europe et surtout dans les pays du Sud. Le forum a posé les questions suivantes :

- Parmi les actions collectives que vous avez vécues, quelles sont celles qui vous ont permis de relever vos défis de la manière la plus satisfaisante ?
- À votre avis, quels sont les éléments/facteurs qui ont fait le succès de ces expériences ?
- Comment pouvez-vous intégrer ces facteurs dans votre expérience quotidienne ?

Le forum a soulevé un certain nombre de questions importantes concernant les agriculteurs familiaux :

- Difficultés à créer un dialogue entre les organisations d'agriculteurs familiaux et l'administration.
- Même lorsque les régions disposent de techniciens et de politiciens qui comprennent l'importance de l'agriculture familiale, il existe un véritable obstacle à la mise en relation du soutien à cet important secteur agricole avec les exigences des cadres réglementaires alimentaires.
- L'agriculture familiale joue un rôle clé dans la protection de la terre et de l'environnement, et son importance sociale est rarement reconnue.
- Durabilité économique difficile de ce type d'exploitations
- Contraintes à s'engager dans des initiatives collectives, car chaque fois que les agriculteurs quittent leur lieu de travail, cela leur coûte de l'argent ou surcharge la famille
- Bloc complexe d'attentes à l'égard des agriculteurs (par exemple : lorsqu'ils essaient de mettre en place des initiatives collectives avec d'autres agriculteurs et consommateurs, afin de construire des chaînes d'approvisionnement alimentaire courtes et d'autres innovations en matière de commercialisation, ils sont censés connaître les recettes de cuisson des légumes qu'ils cultivent, les qualités sanitaires des produits, travailler comme médecins...)
- Large éventail de tâches liées à l'activité agricole, de la production à la vente, entre autres
- Le roulement intergénérationnel et le vieillissement de la population paysanne ont été considérés comme un problème majeur par tous les participants. De nombreux jeunes partent pour les villes et ceux qui restent travaillent dans des emplois différents, mais pas dans l'agriculture. Une vie meilleure et décente semble être incompatible avec le fait d'être agriculteur

- Ces éléments se terminent par un processus d'abandon accompagné d'une concentration croissante des terres. D'autre part, les activités rurales, notamment celles liées à l'environnement et à l'éducation, amènent de plus en plus de jeunes et d'enfants dans les zones rurales où ils peuvent en apprendre davantage sur l'agriculture et l'environnement. Et cela est considéré comme une occasion de créer de nouveaux liens.

Des cas de réussite ont été identifiés :

- Création d'un statut de l'agriculture familiale au Portugal
- Initiative valencienne relative aux cadres réglementaires, visant à adapter le décret 852 sur la sécurité alimentaire au secteur de l'agriculture familiale
- En Andalousie, cette conquête collective a été identifiée avec une subvention qui va aux agriculteurs sans terre dans la période où il n'y a pas de travail de la terre à faire
- En Galice, le succès constaté était lié à la location de terres par les femmes. Avant, les femmes n'avaient pas le droit d'être locataires de terres, et maintenant c'est donné. De plus, dans le reste de l'Espagne, des progrès ont été réalisés sur cette question, grâce à des initiatives d'action collective.
- La mobilisation d'ECVC consiste en des actions liées à l'accaparement de terres. Les organisations paysannes, soutenues par certaines alliances, font valoir leurs revendications auprès de l'UE et la prochaine étape consiste à faire passer la demande devant les directives foncières européennes.

**Le combat du Sindicato Labrego Galego (SLG) pour obtenir le droit de propriété foncière pour les femmes**

La propriété foncière revenait toujours au premier enfant mâle (ce qu'on appelle, en Galice, le vinculeiro), il était donc très difficile pour les femmes de posséder des terres. Jusque dans les années 1990, par exemple, si une femme héritait d'une ferme et que son mari en possédait déjà une autre, elle ne pouvait pas être propriétaire de la ferme et les droits étaient considérés comme étant transmis uniquement au mari.

Grâce à la lutte de la SLG, une loi sur la propriété partagée a été obtenue<sup>36</sup>, qui consacre :

- L'administration, la représentation et la responsabilité de l'exploitation de la Propriété Partagée entre les deux membres réguliers.
- Distribution des rendements à 50%.
- Considération des deux propriétaires comme bénéficiaires directs des aides et subventions dont l'exploitation fait l'objet.
- Contribution à la Sécurité Sociale par les deux membres.

Identification des mouvements de base, des réseaux et des actions de sensibilisation :

- **La coordination européenne Via Campesina (ECVC)** : ce réseau œuvre pour un avenir où les agriculteurs pourront travailler dans la dignité et gagner leur vie de manière décente, et où les gens pourront avoir accès à des aliments sains et abordables provenant de producteurs locaux.
- **Le Mouvement européen pour la souveraineté alimentaire** : une coopération politique internationale qui vise à construire des stratégies communes afin de réorganiser la façon dont

<sup>36</sup> Shared Ownership Law (ES): [https://www.mapa.gob.es/es/desarrollo-rural/temas/igualdad\\_genero\\_y\\_des\\_sostenible/titularidad\\_compartida/](https://www.mapa.gob.es/es/desarrollo-rural/temas/igualdad_genero_y_des_sostenible/titularidad_compartida/)

nous structurons notre société autour de l'alimentation et de l'agriculture aujourd'hui. Il s'agit du plus vaste mouvement international visant à réaliser la souveraineté alimentaire en Europe.

Témoignages:

*"Le Forum de Cordoue a été un merveilleux espace de rencontre, avec une gestion impeccable qui a rendu visible le travail des voyages d'étude, en partageant les expériences avec les autres groupes participants. Dans le Forum ouvert, nous avons mis les émotions qui nous animent dans les différents rôles que nous assumons, en tant que paysans, syndicalistes, personnel technique, coordinateurs... et dans nos réalités spécifiques dans nos différents pays.*

*C'était la fête pour célébrer le fait que l'agroécologie et la souveraineté alimentaire sont bien vivantes et présentes dans toute l'Europe. Le Forum a été la touche finale parfaite pour clôturer et commencer une nouvelle étape du projet BOND".*

*Dora Cabaleiro, SLG, Galiza (Espagne)*

### Formation des formateurs : Renforcer les agriculteurs par la création de capital social

Après le Forum interrégional de Cordoue, une formation initiale de quatre jours pour 20 formateurs a été organisée et dirigée par la FAO afin de développer les capacités des participants dans différents domaines et de fournir une base pour les futurs processus de changement au sein de leurs organisations.

Laura Tarrafa, du Portugal, faisait partie de ce groupe initial. En plus de la formation reçue, chaque participant a élaboré un plan d'action. Dans le cas de Laura, son plan d'action était axé sur le renforcement de la participation des jeunes dans les organisations d'agriculteurs. Dans le cadre de ce plan, le thème de la jeunesse a été introduit lors de la mise en œuvre des méthodologies et des outils participatifs lors du 1er atelier national qui s'est tenu au Portugal. Plus tard, avec le soutien de la FAO<sup>37</sup>, Laura a organisé un cours de formation de deux jours à Coimbra, après la table ronde sur la politique régionale, sur le thème "L'organisation en tant que groupe : Confiance en soi, valeurs et leadership" et "Vision, évaluation des performances et planification", thèmes conçus en fonction des aspirations des stagiaires et des besoins de leurs organisations.

Parmi les participants, il y avait les représentants de BOND : Dora Cabaleiro (Galice/Espagne), Mireia Gonzalez (Andalousie /Espagne), Joaquim Pífano et José Miguel Fernandes (CNA).

### Résultats

Dans les réactions obtenues, les participants ont exprimé en répétant des initiatives similaires importantes qui ont été considérées comme très importantes pour consolider et développer des concepts de grande importance pour la performance des mouvements associatifs d'agriculteurs nationaux et européens. Un objectif commun était de fournir un terrain fertile pour les semences collectées, et des plans d'action individuels ont été élaborés par chaque participant pour poursuivre le travail au sein de leurs organisations dans différentes régions.

Témoignages :

*"Participer à la formation des formateurs, à Cordoue, a été un privilège. Au début, je ne comprenais pas très bien ce que cette formation avait pour but de faire et quelle contribution je pouvais apporter à mon organisation. C'était le moment de s'arrêter et de réfléchir aux organisations, aux éléments qui en font partie, à ce qui relie ces éléments et à la voie que nous voulons suivre côte à côte.*

<sup>37</sup> Guilherme Brady and Mariagrazia Rocchigiani (FAO)

*Plus tard, en janvier 2020, j'ai eu le privilège d'aider à organiser la formation de formateurs pour les organisations de la péninsule ibérique et de faciliter une partie de la formation, aux côtés de formateurs de la FAO, ayant une expérience des organisations paysannes au niveau international. Pouvoir mettre en pratique les connaissances acquises à Cordoue et les adapter à notre réalité nous permet de réfléchir à l'organisation, de renforcer le réseau et d'affiner les étapes et le chemin tracé. Aujourd'hui, j'affirme fermement que ce fut un tournant dans la façon dont nous abordons certaines questions au sein de l'organisation aujourd'hui, sur la base des principes, des méthodes et des connaissances que nous avons acquis et que nous devons garder et retenir de temps en temps".*  
*Laura Tarrafa, CNA, Coimbra (Portugal)*

## 4.2. APPRENDRE – Comprendre les attitudes - Surmonter les faiblesses et les contraintes

### Méthodologies et outils participatifs

BOND a développé une méthodologie participative entre les différentes parties prenantes, qui a réuni des universitaires et des praticiens pour réfléchir sur les attitudes et les obstacles à l'action collective.

L'Université de Cordoue a dirigé la conception et la mise en œuvre de la méthodologie, que CNA a appliquée lors d'un atelier sur la promotion de l'action collective, le renforcement de l'agriculture familiale organisé le 23 janvier 2019, à son siège, pour discuter de questions telles que la participation des jeunes aux organisations d'agriculteurs, la viabilité financière et la capacité d'influence politique.

### Résultats

L'atelier avait pour participants des travailleurs et des dirigeants de la CNA. L'apport d'autres voix pour un espace de débat qui, dans la plupart des cas, est réservé aux instances dirigeantes, a contribué à renforcer le sentiment d'appartenance et l'esprit démocratique de l'organisation.

Les participants ont créé une carte sociale portugaise afin d'identifier les stratégies de rapprochement potentielles qui pourraient renforcer les objectifs de l'organisation et aider à surmonter les obstacles à l'amélioration et au soutien de l'agriculture familiale.

Après avoir identifié certains aspects qui peuvent limiter le développement de l'action collective et de la mise en réseau dans le secteur agricole, mais aussi le potentiel qui peut être exploité, l'atelier a jeté les bases du 1er atelier national qui se tiendra au Portugal. Il valait la peine de porter cette réflexion très importante au niveau organisationnel à un public plus large.

### Ateliers nationaux au Portugal et en Espagne

#### 1er atelier national, Portugal (Coimbra)

La date choisie pour le premier atelier national était le 24 février 2019, deux jours avant le 41e anniversaire de l'ANC.

Les participants se sont réunis sous le thème général de la promotion du mouvement associatif pour renforcer l'agriculture familiale, pour explorer la participation des jeunes dans les organisations d'agriculteurs et pour discuter de la durabilité, de l'influence et de la capacité organique du mouvement associatif.



## Résultats de l'atelier

Le principal résultat des discussions a été une liste de recommandations présentées à la direction de l'ANC pour définir les moyens d'action possibles afin de surmonter les défis de l'action collective.

Cette discussion a été de la plus haute importance pour le mouvement associatif des agriculteurs. Pour l'importance que représente l'agriculture familiale et pour la nécessité de maintenir sa résilience, il est vital d'avoir des organisations représentatives fortes. Cette analyse collective a permis de prendre conscience des limites et des points forts de l'agriculture familiale et, en même temps, des aspects externes qu'il faut affronter et travailler.

Un des aspects clés qui concerne le mouvement des agriculteurs familiaux au Portugal est la nécessité de renforcer la participation des jeunes, ainsi que d'attirer davantage de jeunes vers l'agriculture. Un certain résultat pratique a déjà été obtenu en célébrant un protocole avec le monde universitaire.

### **LE PROTOCOLE D'ACCORD ÉTABLIT UN LIEN ENTRE LES MOUVEMENTS D'AGRICULTEURS ET LE MILIEU UNIVERSITAIRE**

La signature d'un protocole d'accord entre la CNA et l'Escola Superior Agrária de Coimbra (ESAC) est le résultat des activités de BOND en vue de renforcer l'action collective et les approches multi-acteurs.

Lors du premier atelier national au Portugal, qui s'est tenu à l'ESAC, l'une des contraintes identifiées était le "manque d'incitations à la participation aux organisations collectives et au mouvement associatif conduisant au détachement des jeunes". Dans ce contexte, une recommandation importante était de "promouvoir une relation plus étroite avec le monde universitaire - niveau professionnel et supérieur -, afin que les étudiants en agriculture puissent avoir des contacts avec les organisations collectives et que les institutions universitaires elles-mêmes puissent avoir des contacts avec l'agriculture familiale et les mouvements et perspectives paysans".

Le rapprochement avec le monde universitaire et tout son potentiel de connaissances et de recherche est une étape importante pour apporter une valeur ajoutée aux organisations agricoles, à l'agriculture familiale et au monde rural.

Avec ce protocole d'accord, les parties entendent resserrer et approfondir la collaboration, en rapprochant les étudiants et le monde universitaire de la réalité du pays, en particulier de l'agriculture familiale, du monde rural et des modèles de production durable et, dans le même temps, en mettant les connaissances universitaires et les ressources scientifiques à la portée des organisations agricoles et des agriculteurs.

## **2e atelier national, Portugal (Fundão)**

Comme nous l'avons vu précédemment au chapitre 3, la PAC a une forte influence sur les politiques nationales concernant le secteur agricole. L'objectif de cet atelier était d'explorer les moyens de capitaliser les opportunités présentées par la réforme de la PAC pour l'après-2020, et les élections de mai 2020 au Parlement européen. L'atelier a été l'occasion d'entendre les agriculteurs exprimer leurs principales préoccupations concernant les politiques qui influencent leur vie quotidienne et leurs revenus.

## **Résultats**

Cet atelier a élaboré une lettre ouverte et un questionnaire, qui ont été envoyés aux candidats portugais au Parlement européen, afin d'évaluer la position qu'ils adopteraient, s'ils étaient élus, au sein du Parlement européen.

- La lettre ouverte proposait quelques recommandations clés, notamment La PAC doit valoriser l'agriculture familiale et la production d'aliments de qualité accessibles à tous les citoyens, sur la base d'un modèle d'agriculture sain et durable.
- L'agriculture familiale a besoin d'un changement dans la PAC, basé sur la souveraineté alimentaire, qui offre des prix et des revenus équitables aux agriculteurs et maintient le monde rural en vie.
- Face à un marché de plus en plus libéralisé, qui "écrase" l'Agriculture Familiale, il est considéré comme indispensable de définir des politiques régionales, la reprise des instruments de régulation publique du marché et de la production, de combattre les bas prix agricoles créés par la "volatilité", afin de faciliter l'accès aux marchés et de résoudre d'autres problèmes fondamentaux qui affectent l'Agriculture Familiale.
- Une PAC plus équitable et plus solidaire pour les agriculteurs, les ruraux et les citoyens nécessite une meilleure répartition des aides. À cette fin, la modulation devrait être obligatoire et il devrait y avoir un plafonnement, c'est-à-dire que les bénéficiaires des aides de la PAC ne peuvent pas recevoir plus de 60 000 euros par an de paiements directs.

#### **RECOMMANDATIONS DU "DIRE" AUX MEMBRES PORTUGAIS DU PARLEMENT EUROPÉEN**

Entrant déjà dans le pilier "DIRE", une délégation de la CNA s'est rendue à Bruxelles en novembre 2019, pour rencontrer des membres du Parlement européen portugais et de la Représentation permanente du Portugal auprès de l'Union européenne (REPER).

Lors de ces réunions, CNA a abordé les préoccupations et les perspectives de l'agriculture familiale pour la PAC, y compris les questions et les recommandations de l'atelier national.

#### **Atelier national en Espagne (Galiza)**

La SLG, soutenue par l'Université de Cordoue, le CCPV-COAG et la FAO, a organisé un atelier national en Galice, les 5 et 6 juillet 2019, sur le thème "Transformation alimentaire et productions paysannes", centré sur les problèmes générés par la stricte réglementation hygiénique et sanitaire conçue pour les grandes industries. La réglementation exclut de nombreux transformateurs alimentaires artisanaux, ainsi que l'option de la transformation à la ferme, qui peut être un complément économique important pour de nombreuses exploitations agricoles. Les 58 participants comprenaient des agriculteurs, des organisations sociales, des agents de l'administration publique, des groupes de recherche militants et des représentants politiques locaux.

L'atelier s'est déroulé sur deux jours :

- des présentations sur les obstacles administratifs à la transformation alimentaire à petite échelle dans les exploitations agricoles familiales.
- des groupes de travail pour différents secteurs (pain, artisanat alimentaire, abattoirs mobiles...), dans le but de commencer à définir les orientations futures.
- une visite d'une ferme laitière d'O Alle, qui vend du lait cru directement aux consommateurs. Cette ferme située sur le territoire galicien a été la première à pouvoir vendre légalement du lait cru dans l'État, ainsi qu'un changement de législation.
- une séance de clôture qui se tourne vers l'avenir, tire des conclusions et organise la lutte actuelle pour faire de la place aux aliments transformés des petits producteurs. C'est aussi important que nécessaire, pour apporter des produits de haute qualité aux consommateurs, ainsi que pour la valeur ajoutée pour le revenu des agriculteurs.

## Résultats

La principale conclusion de cet atelier a été que le besoin d'une plus grande flexibilité dans les réglementations en matière d'hygiène et d'assainissement a déjà été prévu au niveau européen, mais cette flexibilité ne s'est pas traduite en Espagne et n'a pas été soutenue par le gouvernement.

Les différentes options de flexibilité et d'adaptation aux transformateurs à petite échelle sont claires et ont déjà été appliquées dans différents contextes politiques, comme la région de Valence. Mais ces options ne sont pas plus largement connues, ni soutenues. Un réseau collectif d'organisations visant à faire pression sur les institutions politiques pour qu'elles adaptent la réglementation et soutiennent la transformation à petite échelle par les transformateurs et les paysans est nécessaire et possible.

Cet atelier a jeté les bases de la signature d'un protocole d'accord entre quatre organisations (SLG, CCPV-COAG, Université de Cordoue et AISEC - Asociación para la Investigación de Sociología Estudios Campesinos) pour créer une plate-forme d'État qui défende ces intérêts.

### 4.3. DIRE – Affirmer une position dans le paysage politique

#### Table ronde sur la politique régionale au Portugal

Les 28 et 29 janvier 2020, la CNA a organisé à Coimbra, au Portugal, une table ronde sur la politique régionale consacrée à l'agriculture familiale et à l'accès au marché. Cet événement important a permis de passer en revue la PAC, mais aussi les politiques au niveau plus large, telles que celles émanant de l'OMC, qui ont eu un impact majeur sur la vie des agriculteurs, et sur toute notre alimentation. L'objectif de la table ronde sur les politiques était de parvenir à un ensemble de recommandations et d'accords politiques qui favoriseraient le capital social dans le secteur agricole.

Plus de 40 participants de 13 nationalités se sont joints à l'événement pour analyser les défis auxquels l'agriculture familiale est confrontée pour accéder aux marchés, pour renforcer ses positions, pour consolider la coopération et les alliances entre les organisations et pour renforcer l'action collective autour des questions commerciales.

## Résultats

Les participants ont convenu que l'OMC, la prolifération des ALE et la PAC ont des effets dévastateurs sur l'agriculture familiale en Europe, qui s'étendent aux paysages, à la biodiversité, à la culture, aux traditions et à la société en général, qui sont uniques en Europe.

La qualité des aliments étant fortement affectée par les exigences de "libre" échange visant à réduire les paramètres de qualité, l'environnement est également gravement endommagé par l'augmentation du commerce à longue distance (en particulier par mer), sans qu'il soit possible de réaliser des études d'impact sur l'environnement.

Pour les petits et moyens exploitants agricoles et pour l'agriculture familiale, les effets des politiques ont été visibles à plusieurs niveaux :

- les prix à la production sont excessivement bas ;
- distorsion de la concurrence (dumping social, fiscal et environnemental) ;
- effondrement des revenus ;
- difficultés d'accès aux marchés ;
- pertes d'emplois ;

- fermeture d'exploitations agricoles ;
- désagrégation du tissu social et désertification humaine des territoires ruraux, pour ne citer que quelques exemples.

Pour inverser cette voie - qui condamne l'agriculture paysanne européenne - les priorités doivent être de

- placer la souveraineté alimentaire au centre des politiques, en garantissant des prix équitables pour la production d'aliments de qualité, proches et accessibles aux consommateurs ;
- délocaliser les systèmes alimentaires afin de réduire les transports et protéger les systèmes alimentaires et l'agriculture contre les profits des grandes entreprises agroalimentaires ;
- donner la priorité aux produits locaux dans les marchés publics ;
- introduire une taxe kilométrique pour différencier les produits qui couvrent de longues distances ;
- garantir des prix minimums ;
- taxer les produits qui ne respectent pas les règles européennes ;
- faire preuve de transparence sur les marges bénéficiaires associées à chaque produit et à sa distribution ;
- adopter une loi antitrust pour éviter la concentration en amont ;
- veiller à ce que la PAC ne soit pas subordonnée au droit européen de la concurrence, conformément à l'article 42 du traité UE ;
- prendre en compte les aspects sociaux et garantir des conditions décentes aux travailleurs agricoles.

Cette table ronde sur la politique régionale a permis une réflexion collective sur le thème du commerce et des marchés, mais aussi la possibilité de construire des propositions et d'avancer vers un plan d'action et une stratégie communs. Après deux jours de débat, les participants ont présenté la déclaration de Coimbra : "Les exploitations familiales européennes ont besoin d'une action collective pour améliorer leur accès aux marchés agricoles et alimentaires". Cette déclaration résume les contributions des participants, propose une liste de recommandations et crée un groupe de travail sur l'accès aux marchés pour les exploitations familiales au niveau européen, réunissant les organisations agricoles présentes à la réunion.

#### **ACTION COLLECTIVE POUR L'AVENIR : GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ACCÈS AU MARCHÉ**

Le débat n'est pas terminé. Comme le prévoit la déclaration de Coimbra, les participants à la table ronde sur la politique régionale ont convenu de continuer à travailler collectivement. Le groupe de travail sur l'accès au marché pour les exploitations familiales au niveau européen a été créé par les organisations d'agriculteurs présentes, dans le but spécifique de travailler à des politiques favorisant un secteur agricole plus durable, plus sain et plus juste en Europe, en y contribuant :

- aux systèmes d'alerte précoce et aux réponses rapides aux accords commerciaux et de commercialisation existants et nouveaux en cours d'élaboration, afin d'atténuer les risques qu'ils font peser sur les moyens de subsistance des agriculteurs ;
- des propositions de politiques agricoles et commerciales ayant un impact positif sur les territoires ruraux ;
- des recherches mettant en évidence les effets des politiques commerciales et de marché actuelles sur l'agriculture européenne ;
- la diffusion des questions liées au marché et au commerce auprès de la communauté au sens large.

## Conclusions

La diversité des initiatives et des outils développés dans le cadre du projet BOND, ainsi que le large éventail de participants impliqués, ont contribué - et continueront certainement à porter leurs fruits - à l'autonomisation des agriculteurs et de leurs organisations en renforçant leur capacité d'intervention politique à différents niveaux.

En analysant les résultats obtenus au cours des initiatives du projet, la pertinence d'une discussion collective sur les préoccupations et les aspirations des paysans est devenue évidente, ainsi que l'importance de renforcer l'action collective autour de leurs organisations représentatives en tant que véhicule de plaidoyer politique pour améliorer leurs conditions de vie et de travail.

Les paysans et les membres des organisations ont participé à des voyages d'étude, à des débats aux niveaux national et régional et à des événements de formation, afin de renforcer les connaissances et de partager des informations et des sentiments d'appartenance à une même communauté paysanne susceptible d'apporter de grands changements.

La connaissance mutuelle a été développée entre les partenaires, des accords ont été établis pour des actions communes de soutien à l'agriculture familiale et des expériences ont été partagées en vue d'identifier les voies possibles vers un changement positif. Les entités et les décideurs politiques ont été impliqués dans les discussions et ont été témoins du potentiel qu'offre l'échange d'idées et de visions entre et par les agriculteurs.

Les décisions politiques ont un fort impact sur la vie et le travail des agriculteurs et de la société. Toutefois, les États doivent s'engager à mettre en place **des instruments reconnaissant et valorisant l'agriculture familiale.**

Malgré la juste reconnaissance officielle et institutionnelle de l'importance de l'Agriculture Familiale Paysanne en Europe, il existe une contradiction entre ce qui est affirmé, les politiques adoptées et leurs conséquences dans le secteur.

Nous parlons d'instruments de reconnaissance tels que la Déclaration des droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales ou la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale 2019-2028. Dans le cas du Portugal, la Charte de Lisbonne pour le renforcement de l'agriculture familiale dans le cadre de la CPLP et le Statut de l'agriculture familiale sont également dignes d'intérêt. Pourtant, un consensus s'est dégagé, lors des débats BOND, sur la nécessité pour les États de passer des paroles aux actes avec l'adoption de politiques publiques et de mesures concrètes qui contribuent au développement de systèmes agroalimentaires diversifiés, sains et durables, et à l'amélioration des revenus des agriculteurs pour leur permettre de vivre dignement et de faire vivre le monde rural.

Cette nécessité est attestée par le premier pilier du plan d'action mondial du FNUAP, qui fait référence à la "création d'un environnement politique favorable au renforcement de l'agriculture familiale".

## **Politiques agricoles et alimentaires soutenues dans le cadre de la souveraineté alimentaire**

En juin 2018, la Commission européenne a présenté des propositions législatives dans le cadre de la réforme de la PAC<sup>38</sup>, soutenues par trois buts principaux et neuf objectifs spécifiques : assurer un revenu équitable aux agriculteurs ; accroître la compétitivité ; rééquilibrer le pouvoir des agriculteurs dans la chaîne alimentaire ; lutter contre le changement climatique ; protéger l'environnement ; préserver les paysages et la biodiversité ; soutenir le renouvellement des générations ; dynamiser les zones rurales ; et protéger la qualité des aliments et la santé.

Par la suite, en décembre 2019, la CE a publié une communication sur le "Green Deal" européen, dans le but de permettre à l'Europe de passer à une économie durable et de devenir le premier continent du monde climatiquement neutre d'ici 2050. L'une de ses politiques clés est la stratégie "de la ferme à la table" (F2F), pour "un système alimentaire équitable, sain et respectueux de l'environnement".

La stratégie F2F et le Green Deal, débattus lors de la table ronde sur la politique régionale au Portugal, ont été considérés comme des occasions de promouvoir des systèmes agricoles et alimentaires plus équitables, plus démocratiques et plus durables, de développer l'agroécologie paysanne et une société plus respectueuse des droits de l'homme. Pour atteindre les objectifs initiaux de la PAC, ainsi que les neuf objectifs identifiés dans les nouvelles propositions et la stratégie F2F, des politiques cohérentes sont nécessaires dans tous les domaines de l'UE : économie, commerce, agriculture et alimentation, environnement et politiques sociales.

Vous trouverez ci-dessous un résumé des principales recommandations qui ont émergé des activités de BOND. C'est le moment de faire entendre les souhaits et les propositions de l'agriculture familiale :

### **Révision de la réforme de la PAC**

- Les propositions de réforme de la PAC devraient être révisées, en tenant compte du fait qu'elles datent déjà de deux ans et ne reflètent pas les nouvelles réalités sociales, comme la pandémie COVID-19 ou l'inquiétude croissante concernant les problèmes environnementaux qui a conduit à la création du Green Deal et de la stratégie F2F.
- La réforme de la PAC doit être fondée sur les principes de la souveraineté alimentaire, afin de protéger et de promouvoir des modèles agroalimentaires sains, durables et démocratiques et les milliers d'agriculteurs familiaux qui les soutiennent, préservant ainsi la sécurité alimentaire.

### **Promouvoir l'agriculture familiale et le monde rural**

- Les petites et moyennes exploitations agricoles et les modèles d'agriculture paysanne, principalement basés sur des pratiques agroécologiques, sont le seul moyen de maintenir des zones rurales dynamiques et de lutter contre le changement climatique

---

<sup>38</sup> [https://ec.europa.eu/info/food-farming-fisheries/key-policies/common-agricultural-policy/future-cap\\_en](https://ec.europa.eu/info/food-farming-fisheries/key-policies/common-agricultural-policy/future-cap_en)

et la perte de biodiversité en soutenant les traditions, les connaissances, la culture, les semences paysannes et les races indigènes.

- Inverser la fermeture des services publics dans le monde rural et promouvoir le maintien et la création de services publics de qualité (santé, éducation, transports publics, voies de communication, administration publique, culture) permettra d'améliorer la qualité de vie des populations et d'inverser la tendance à la désertification humaine dans les zones rurales.
- Les plans stratégiques nationaux pour la PAC devraient refléter les objectifs d'une agriculture plus locale et plus résistante et subventionner les petites et moyennes exploitations agricoles et le modèle d'agriculture paysanne, seul moyen de maintenir des zones rurales dynamiques.
- Des limites doivent être fixées aux "méga-fermes" et à leurs impacts négatifs aux niveaux environnemental et social.

### **Rapprocher les agriculteurs et les consommateurs et délocaliser la consommation alimentaire**

- La PAC et d'autres politiques devraient fournir un soutien spécifique pour récupérer, créer et promouvoir des marchés locaux et traditionnels pour la commercialisation de produits locaux/traditionnels, en particulier de l'agriculture familiale.
- La politique doit établir des règles et des normes appropriées en matière d'hygiène et de transformation des produits dans les exploitations agricoles, ainsi que financer des initiatives locales et collectives d'équipement telles que des abattoirs mobiles pour les petites exploitations, des options pour la transformation des légumes et des infrastructures pour les marchés locaux, et d'autres initiatives connexes.
- La priorité doit être donnée à l'agriculture familiale dans l'approvisionnement des cantines des institutions publiques et de l'économie sociale de la région où se trouvent les exploitations agricoles, en établissant des limites minimales significatives pour les aliments provenant de cette source.

### **Protection de la position des agriculteurs sur le marché**

- Les instruments de gestion des marchés et de la production sont fondamentaux pour stabiliser les marchés et améliorer les revenus des agriculteurs.
- Le renforcement de la gestion et de la réglementation du marché intérieur commun et du modèle de production dans le cadre de la PAC mettra fin à la délocalisation de la production alimentaire vers des pays qui la pratiquent à moindre coût et sans se soucier de la manière dont les aliments sont produits ou des graves conséquences sanitaires, environnementales et sociales qui peuvent en découler, pour ces pays et pour l'UE.
- La position des agriculteurs dans la chaîne de distribution agroalimentaire doit être protégée en interdisant les ventes en dessous des coûts de production (pratiques de dumping), ou en établissant des systèmes de contrôle des prix et des marges bénéficiaires. Cela inclut, par exemple, la réglementation législative des activités commerciales des grandes entreprises de distribution et de l'agroalimentaire.

- Les règles de concurrence de l'UE doivent être modifiées pour tenir compte des aspects sociaux et environnementaux, en favorisant les circuits courts du marché.
- L'organisation économique de la production doit être mieux soutenue, notamment par des organisations de producteurs multi-produits et des règles adaptées aux petites et moyennes exploitations familiales.
- Il convient d'encourager et de soutenir les organisations associatives d'agriculteurs afin de garantir un espace de participation à la formulation des politiques publiques.

### **Jeunes et nouveaux agriculteurs**

- Dans les interventions de développement rural, la priorité donnée au soutien à l'installation des jeunes et des nouveaux agriculteurs permettra de revitaliser les zones rurales et de lutter contre le vieillissement de la population agricole et la désertification du monde rural.
- La mise en place de politiques efficaces pour l'installation et le maintien des jeunes et des nouveaux agriculteurs leur permettra de maintenir leur activité après cinq ans de maintien obligatoire du projet.
- Des règles d'accès sont nécessaires pour favoriser l'entrée des petits et moyens agriculteurs.
- Une directive foncière doit être préparée pour faciliter l'accès des jeunes, protéger les sols, prévenir l'artificialisation des terres et garantir l'accès aux ressources naturelles et leur utilisation durable.
- La politique doit assurer la transmission des connaissances entre les agriculteurs et les générations, afin de préserver les pratiques traditionnelles de l'agriculture familiale.
- Il convient de promouvoir un soutien technique adapté aux petites et moyennes exploitations familiales et une formation spécialisée.
- Les jeunes doivent être formés à l'action collective, à l'intégration et à la participation aux mouvements associatifs.

### **Valoriser le rôle des femmes rurales et agricultrices**

- Le rôle important joué par les femmes rurales et agricultrices doit être valorisé par des mesures concrètes qui leur permettent de jouir pleinement de leurs droits, dans le respect de la Déclaration des droits des paysans.

### **Une répartition plus équitable des aides de la PAC**

- L'aide de la PAC doit être liée à la production et non à la superficie (ha) et doit soutenir tous ceux qui produisent activement des biens pour nourrir la population.
- Une répartition plus équitable de l'aide nécessite un plafonnement (ou des limites, par exemple, pour que les bénéficiaires reçoivent un maximum de 60 000 EUR/an en paiements directs), une modulation obligatoire et un paiement redistributif qui valorise les premiers hectares.
- Les petits agriculteurs devraient recevoir des paiements tels que définis par les États membres dans le cadre du régime des petites exploitations agricoles, sous la forme d'un



montant prédéterminé, qui remplace les paiements directs prévus, à un niveau suffisant pour assurer la viabilité à long terme des exploitations.

- Les investissements de fonds financiers dans le secteur agroforestier (qui accapare les terres, déplace les communautés rurales et impose des modèles industriels d'agriculture) devraient être limités et ne pas être éligibles à l'aide publique.

### **Protéger les agriculteurs et les travailleurs ruraux**

- La conditionnalité doit inclure dans ses règles les droits du travail des agriculteurs et des travailleurs ruraux, en vue de valoriser le travail et de respecter leurs droits (en vertu des conventions internationales du travail et de la Déclaration des droits des paysans).

### **Accords de libre-échange**

- Dans le contexte de politiques qui se déroulent sur une scène plus large, il faut mettre fin aux accords de libre-échange, qui ont un impact dévastateur sur l'agriculture familiale. Lorsque l'Europe travaille à un "Green Deal" et parle de réduire les émissions polluantes en vue d'atteindre la neutralité carbone, il n'est pas cohérent de continuer à permettre la négociation débridée d'ALE au niveau mondial.

La production alimentaire ne peut pas être considérée comme une simple activité internationale, au détriment des producteurs et des consommateurs.

Nous vivons aujourd'hui une époque difficile. Mais ce sont aussi des temps de réflexion et de changement positif. À une époque où même les frontières nationales ont été fermées, exposant la fragilité de nos systèmes alimentaires, qui reposent sur un commerce à grande échelle par le biais des importations et des exportations, et où le degré d'auto-provisionnement est menacé et la sécurité alimentaire des populations compromise, nous soulignons l'importance des modèles de production et de consommation durables et locaux.

Le travail, et le désir, des paysans et des agriculteurs familiaux est de continuer à nourrir les populations. Pour cela, il est nécessaire d'offrir des conditions dignes et sûres aux paysans, pendant et après la crise, grâce à de meilleures politiques publiques qui valorisent l'Agriculture Familiale.